

ACTION URGENTE

COLOMBIE. UNE FEMME A ÉTÉ AGRESSÉE PARCE QU'ELLE DEMANDE JUSTICE POUR SON FILS

Vendredi 11 janvier, deux inconnus à moto ont fait feu à trois reprises sur la voiture où se trouvait Alfamir Castillo, dans une zone rurale de la municipalité de Pradera (département du Valle del Cauca, dans le sud de la Colombie). Alfamir Castillo était avec son époux et deux gardes du corps relevant de l'Unité nationale de protection, et personne n'a été blessé. Alfamir Castillo est victime de menaces et d'agressions depuis des années car elle demande justice pour l'homicide illégal de son fils par des membres des forces colombiennes armées.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Nestor Humberto Martínez

Attorney General

Diagonal 22B No. 52-01

Bogotá, D.C., Colombie

Courriel : contacto@fiscalia.gov.co

denuncie@fiscalia.gov.co,

despacho.fiscal@fiscalia.gov.co

Monsieur le Procureur,

Vendredi 11 janvier, deux inconnus à moto ont fait feu à trois reprises sur la voiture où se trouvait Alfamir Castillo, dans une zone rurale de la municipalité de Pradera (département du Valle del Cauca, dans le sud de la Colombie). Alfamir Castillo était avec son époux et deux gardes du corps relevant de l'Unité nationale de protection, et personne n'a été blessé. Alfamir Castillo est victime de menaces et d'agressions depuis des années car elle demande justice pour l'homicide illégal de son fils, Darbey Mosquera Castillo, commis par des membres des forces colombiennes armées en 2008. Cette exécution extrajudiciaire s'inscrit dans le scandale des « faux positifs », dans le cadre duquel des membres des forces armées ont illégalement tué des civils afin d'obtenir des primes. Sept membres de l'armée colombienne ont été condamnés à plus de 40 ans de prison pour ces exécutions extrajudiciaires.

Les 10 et 11 janvier, Alfamir Castillo a reçu deux menaces de mort selon lesquelles les mesures de protection prises en sa faveur ne suffiraient pas pour préserver sa vie, et qu'elle « paier[ait] de son sang [son] insolence envers le commandant » des auteurs des menaces et « paier[ait] pour tout ce qui [leur] est arrivé. » Le 15 octobre 2018, Alfamir Castillo avait été menacée de mort au téléphone après avoir assisté à l'audience de Mario Montoya, ancien commandant de l'armée, devant le tribunal spécial pour la paix - il est possible que cet homme soit impliqué dans la mort de son fils. On lui avait tenu les propos suivants : « nous vous prévenons que nous ne voulons pas vous voir aux audiences, parce que cette fois nous mettrons nos menaces à exécution [...] votre mort approche. »

Nous vous demandons : de diligenter dans les meilleurs délais une enquête indépendante et impartiale digne de ce nom sur les menaces et agressions dont Alfamir Castillo a été victime, mais aussi de traduire en justice tous les responsables présumés, y compris les personnes ayant commandité ces attaques ; et d'accorder une protection complète à Alfamir Castillo, en concertation avec elle.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma plus haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Darbey Mosquera Castillo, le fils d'Alfimir Castillo, a été tué le 8 février 2008 par des membres du Bataillon antiguérilla 57 Martires de Puerres de la Brigade VIII de l'armée colombienne. Cette exécution extrajudiciaire s'inscrit dans le scandale des « faux positifs », dans le cadre duquel des membres des forces armées ont illégalement tué des civils dans le but de les présenter comme des « guérilleros tués au combat » et de recevoir des primes. Sept membres de l'armée colombienne ont été condamnés à plus de 40 ans de prison pour ces exécutions extrajudiciaires. Alfimir Castillo et d'autres proches des victimes, ainsi que les témoins et les avocats des plaignants font régulièrement l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation et de harcèlement.

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années, les forces de sécurité ont systématiquement eu recours aux exécutions extrajudiciaires. Elles s'en sont servies comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le Bureau du procureur général enquête actuellement sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité.

En octobre 2012, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a pris des mesures conservatoires en faveur d'Alfimir Castillo. Après les menaces qu'elle a reçues en octobre 2018, l'Unité nationale de protection a introduit des mesures de protection, en lui octroyant notamment des gardes du corps et une voiture, dont elle continue à bénéficier.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : Espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 26 février 2019.

Vérifiez auprès de la section d'Amnesty de votre pays s'il est possible d'envoyer des appels après la date indiquée.

NOM(S) ET PRONOM(S) ASSOCIÉ(S) : Alfimir Castillo (elle)

LIEN VERS LES AU PRÉCÉDENTES : <https://www.amnesty.org/fr/documents/AMR23/040/2012/fr/>,
<https://www.amnesty.org/fr/documents/amr23/023/2013/fr/>